

Objet **[INTERNET] Contribution à l'enquête publique -
Projet Ugi'Ring**



De [REDACTED]
À pref-icpe@savoie.gouv.fr <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
mairie@lalechere.fr <mairie@lalechere.fr>, mairie@grand-
aigueblanche.fr <mairie@grand-aigueblanche.fr> ,

Cc [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Date 15/03/2024 15:38

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Madame La Commissaire Enquêtrice

Mairie de La Léchère

82 rue des Jeux Olympiques

73260 La Léchère

Copie :

Monsieur Le Maire de La Léchère ;
Monsieur Le Président de la CCVA ;
Monsieur Le Député de la 2^e circonscription de la Savoie ;
Madame La Sénatrice de la Savoie ;
Monsieur Le Président du Conseil Départemental de la Savoie ;
Monsieur Le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

La Léchère, le 15 mars 2024

Objet : Contribution à l'enquête publique – Refus du projet Ugi'Ring

Madame la Commissaire-Enquêtrice,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à l'installation du projet Ugi'Ring à La Léchère sur le site industriel de Château-Feuillet, enquête que je vous remercie d'avoir prolongée, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après mes remarques et questionnements entourant ce projet.

Je vous serai dans un premier temps reconnaissante de bien vouloir prendre en considération la difficulté d'accès aux informations détenues par nos élus et par les dirigeants d'Ugitech. J'en veux pour preuve les éléments suivants :

- **absence de communication** de la part de la Mairie de La Léchère auprès de la population par les moyens habituels (notamment Facebook, en plus de l'affichage réglementaire) concernant l'ordre du jour du Conseil Municipal du 19 janvier 2024, lors duquel les représentants d'Ugi'Ring sont venus présenter le projet. Il est, ici, intéressant de noter que Monsieur le Maire de La Léchère a rappelé

lors de ce même Conseil Municipal que « les canaux de communication de la commune étaient l'affichage, le site internet et les publications Facebook » (cf. compte-rendu du 19 janvier 2024 disponible sur le site internet de la Mairie de La Léchère) ;

- « **oubli** » de la mention du classement du site en Seveso Haut dans le compte-rendu de cette présentation ;
- **publication de l'avis d'enquête publique limitée au strict minimum légal** (affichage en Mairie de La Léchère, les Mairies annexes à l'exception de Petit-Coeur ont été oubliées, publication dans le Dauphiné Libéré). Il est aujourd'hui impossible de retrouver trace d'une deuxième publication dans un journal local comme le prévoit la loi. Par ailleurs, comment juger cette publicité satisfaisante, par exemple, pour les propriétaires de résidences secondaires domiciliés dans d'autres communes et dans une zone non couverte par la distribution du Dauphiné Libéré ? D'autant que seule l'édition en ligne payante permettait d'avoir accès à cet avis. La façon dont ce point a été géré me paraît venir en contradiction avec les articles L. 123-10 et R. 123-9 à R. 123-11 du code de l'environnement selon lesquels « quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et tout au long de son déroulement, le maire doit informer le public, par tous les moyens possibles (affichage, presse écrite, communication audiovisuelle), de l'objet de l'enquête, de la décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer, de l'existence d'une évaluation environnementale ou d'une étude d'impact, des noms et qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et lorsqu'il a été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement » ;
- **constat identique pour la communication autour de la réunion publique du 12 février**, aucune communication plus aboutie que de l'affichage, ce qui a conduit une centaine d'habitants seulement à assister à cette réunion. Pour ordre d'idée, la réunion du 1^{er} mars avec les élus, initiée par le collectif d'habitants, a réussi à en réunir plus de 300 en ne communiquant que par les systèmes de messagerie instantanée ;
- mise à disposition de l'enquête publique par Ugitech d'un **dossier extrêmement long et technique** (1 000 pages) sans synthèse qui aurait permis à toute la population de s'approprier correctement le sujet pour pouvoir émettre un avis ;
- **absence d'informations ou de réponses** de la part d'Ugitech sous couvert du secret industriel.

Le silence du Maire de Grand Aiguebanche envers ses administrés interroge également dans la mesure où l'orientation des fumées (déjà du temps de Ferropem) impacte directement les habitants, en particulier à Grand Coeur et Aigueblanche.

Les points listés ci-dessus doivent déjà constituer une alerte quant à la volonté de diffuser au plus grand nombre les tenants et aboutissants réels du projet Ugi'Ring. De là à imaginer qu'il n'était pas souhaité que la population s'implique dans le projet et puisse approfondir le sujet, il n'y a qu'un pas. Libre à chacun de le franchir ou pas.

Voici maintenant les différents points qui m'interpellent et interrogent dans le dossier :

- **La localisation** : il s'agit du problème le plus évident pour moi. Comment est-il envisageable d'installer une usine travaillant avec un procédé encore expérimental (il s'agit bel et bien d'une adaptation de procédés existants mais pas encore mis en œuvre) au cœur d'un village ? Comment est-il possible de mesurer objectivement au stade d'avant-projet les risques réels liés aux rejets ou au stockage pour la population alentour ? Comme vous le savez, nos principaux lieux de vie et de fonctionnement de notre économie locale sont à proximité directe du site : habitations, école, entreprises, crèche, EHPAD. De plus, la proximité immédiate des principaux axes de circulation de la vallée est également inquiétante. Qu'advierait-il en cas d'incident industriel un samedi de février lorsque la RN90 est saturée par les embouteillages provoqués par 70 000 véhicules (selon le DL du vendredi 23 février 2024 au sujet du samedi 24) et où plus de 15 TGV circulent dans la journée sur la ligne SNCF voisine ? Est-ce qu'un tel site industriel, classé SEVESO haut, avec stockage de matériaux dangereux et procédés expérimentaux pourrait voir le jour si la reprise d'un site existant comme Château-Feuillet n'était pas possible ? Si la réponse est non, pourquoi serait-ce alors possible au cœur de notre village ?
- **L'étude environnementale** : elle est plus qu'insuffisante. La MRAE a d'ailleurs noté plusieurs faiblesses qui demandaient une réponse approfondie. Vous avez déjà reçu un courrier extrêmement détaillé sur l'amateurisme des réponses apportées, en particulier au regard du Code de l'Environnement. De qui se moque Ugitech ? Le secret industriel permet-il réellement de s'autoriser à ne pas répondre aux demandes d'une autorité gouvernementale ? Si nous reprenons les différents éléments de cette étude :
- **la qualité de l'air** : la vraie question est « qu'allons-nous, nous et nos enfants, respirer en vivant à proximité de ce site et de ces cheminées ? ». Les impacts sur la qualité de l'air ont été mesurés en mai, période la plus propice à obtenir des résultats favorables. Quid de mesures faites sur 4 saisons et en particulier lors des nombreux épisodes d'inversion de température l'hiver, lorsque une chape de nuages empêche la circulation de l'air dans la vallée et enferme les polluants, au demeurant déjà existants, qui stagnent alors en fond de vallée ? Qu'allons-nous respirer lors des chassé-croisés l'hiver où la circulation routière est complètement saturée ? Le cumul des pollutions générées par Ugi'Ring, Tokai Cobex, la circulation routière a-t-il été mesuré, ou ne serait-ce qu'estimé, par un laboratoire indépendant ?

Par ailleurs, les représentants d'Ugi'Ring ont, dans leur conférence de presse du 12 mars, annoncé « pouvoir démontrer une fois que l'usine aura démarré que l'ensemble des impacts sont conformes à la réglementation ». Nous avons besoin de ces preuves maintenant, et bien évidemment avant le démarrage.

- **La consommation en eau** : Ugi'Ring estime prélever l'équivalent de la consommation en eau de 500 personnes dans le Grand Nant de Nâves. Notre commune, comme de nombreuses autres, fait l'objet d'importantes restrictions en particulier l'été comme la fermeture des fontaines dans les villages, ou les interdictions de laver sa voiture ou d'arroser son jardin. Est-il raisonnable de laisser entrevoir ce pompage massif lorsque la population doit se restreindre, dans un contexte où chaque année météorologique est plus chaude que la précédente et où le réchauffement de nos régions est bien réel ? Le dossier mentionne également que les seuls risques liés au stockage sur le site seraient une éventuelle pollution des sols. Cet

argument est particulièrement faible dans ce contexte de raréfaction de la ressource en eau et à proximité du forage d'une station thermique centenaire.

- **Le risque sismique** : a-t-il été correctement évalué ? Les infrastructures, dont les cheminées et les fours, seront-elles prévues pour résister à un séisme, quelle qu'en soit la magnitude ? Les Alpes sont soumis à une forte activité sismique, les 30 dernières années ont d'ailleurs connu plusieurs séismes d'une magnitude supérieure à 4 sur l'échelle de Richter. Le dernier date de mars 2022 et l'épicentre se situait à côté d'Albertville. Beaucoup parmi nous se souviennent aussi de ceux de La Clusaz en 1994, d'Epagny en 1996, des Belleville en 2010 ou de celui de Mercury précédemment cité. La commune de La Léchère est classée en zone sismique 4 – Moyenne soit le niveau le plus élevé en France Métropolitaine. Le réseau Sismalp évalue le risque de séisme majeur (magnitude supérieure à 5) à environ 1 tous les 30 ans. Quels risques devons-nous craindre lorsque cela viendra à se reproduire ? Comment la prévention est-elle organisée ?
- **La sécurité des habitants et vie dans la commune** : les éléments présentés posent plus de questions que ce à quoi ils répondent. Voici quelques exemples de sujets où il reste de nombreuses interrogations :
 - *Habitations* : des aménagements spécifiques seront-ils nécessaires ? Qui prendra en charge le coût de ces aménagements ?
 - *Démographie* : il est plus que surprenant de faire la balance entre les efforts fournis ces dernières années par nos Collectivités pour attirer des habitants, en particulier les familles permettant de faire vivre nos écoles, et le soutien indéfectible voué à Ugi'Ring. Les effectifs de l'école de Petit-Coeur sont déjà en difficulté, ce projet a déjà posé chez plusieurs familles la question d'un changement d'école pour leurs enfants voire d'un déménagement. Certains parents, dont les enfants étaient comptés dans les effectifs des années à venir, ont pris la décision de ne pas inscrire leurs enfants dans cette école, la fermeture d'une classe est déjà envisagée pour septembre 2025. Il est aisé d'imaginer à terme la fermeture de cette école, où sont scolarisés nos enfants, et qui jouit d'une excellente réputation dans la région pour la qualité de son enseignement. De plus, que vaudront nos maisons, investissement d'une vie ? Et même avec un prix de l'immobilier tiré vers le bas par le seul mot SEVESO (quelle qu'en soit la raison de l'attribution), sur quoi reposera l'attractivité de notre commune ? La commune voisine de Saint Marcel n'arrive aujourd'hui plus à renouveler sa population, notamment à cause de la présence de l'usine Métaux Spéciaux.
 - *Circulation routière* : environ 15 camions vont circuler quotidiennement entre Ugine et La Léchère. La sécurité des riverains a-t-elle été prise en considération sachant qu'il existe des précédents d'accidents parfois mortels aux abords de l'usine (15 avril 2019) ? La circulation de ces véhicules a-t-elle été comptabilisée dans le bilan carbone d'Ugi'Ring ?
 - *Intervention des pompiers* : en cas de nécessité, comment est prévue l'intervention des pompiers, notamment les jours où la circulation est saturée (samedis l'hiver, périodes de travaux en intersaison sur la RN90 occasionnant des embouteillages similaires à ceux de l'hiver) ? Quels particules, métaux, polluants ou autres, pourrions-nous être amenés à respirer en cas d'incendie ?
 - *Plan de prévention* : je n'en ai pas trouvé trace dans le dossier. Néanmoins, l'élaboration des PPRT se fait en associant à minima (d'après ecologie.gouv.fr) : la ou les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, le ou les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan, les exploitants des installations à l'origine du risque, a commission de suivi de site (CSS) créée en application de l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement, composée notamment des riverains de l'installation ou d'associations de protection de la nature, ainsi que des acteurs locaux (article R. 125-8-2 du code de l'environnement). Qu'en est-il de l'élaboration de ce PPRT. Au-delà de la présence de ce PPRT dans le dossier, beaucoup de questions se posent. Les ERP des alentours devront-ils suivre des exercices particuliers de simulation ? Quelles procédures devront-ils suivre en cas d'incident industriel ? Les intervenants extérieurs à l'entreprise seront-ils sensibilisés aux risques et feront-ils l'objet d'une sensibilisation à la prévention ? Les pompiers seront-ils formés aux interventions dans ce milieu spécifique ?
- **L'emploi** : il s'agit de l'argument utilisé systématiquement par nos élus pour défendre ce projet, argument également utilisé par Ugitech se positionnant comme le sauveur de l'emploi dans notre vallée. Savent-ils tout bonnement de quoi il retourne ? La vallée de la Tarentaise jouit d'un quasi plein emploi envié par de nombreux autres territoires, la présence ou non d'Ugi'ring n'y changera absolument rien. Il y a, à date d'aujourd'hui, 459 offres d'emploi disponibles dans un rayon de 10km autour de La Léchère sur le site de France Travail, tous types de contrats confondus, incluant 276 CDI, 81 CDD, 85 contrats d'intérim (nous sommes en fin de saison d'hiver, je vous laisse imaginer à combien ce chiffre s'élève à l'automne lorsque les stations alentours recrutent leurs saisonniers). Avons-nous réellement besoin des 50 emplois immédiats d'Ugi'Ring ? Absolument pas. Chaque chef d'entreprise ou artisan de la vallée pourra d'ailleurs vous faire part des difficultés à recruter du personnel aujourd'hui, quand certains ont même besoin de main d'oeuvre venue des pays de l'Est pour pouvoir faire face au niveau d'activité qui est celui de notre vallée. Par ailleurs, est-il raisonnable de mettre en péril les 130 emplois directs de la station thermique (incluant les thermes, le spa, et l'hôtel-restaurant, je ne compte même pas les emplois indirects dans cette réflexion) dont la fréquentation pâtera inéluctablement de la proximité avec un site SEVESO haut (quelle entreprise privée, souhaitant tirer des bénéfices sur un site dédié à la santé et au bien-être, s'engagerait dans une DSP dans ces conditions ?), au profit de 110 emplois pour les quels aucune garantie n'est présentée. Il ne faut pas oublier que les 50 premiers emplois viendront sans nul doute d'Ugine, où le savoir-faire et les process Ugitech sont déjà maîtrisés par les salariés. La commune de La Léchère, et ses voisines, n'ont donc rien à gagner sur ce point contrairement à ce qui est largement communiqué.
- **Le financement de ce projet** : nous parlons ici d'un projet à 90 millions d'euros financés à hauteur de 30 millions d'euros par de

l'argent public dans le cadre du plan France Relance. Le seul argument d'une prétendue innovation industrielle suffit-il à obtenir de tels financements ? Cet argent public ne serait-il pas mieux utilisé pour la création d'entreprises réellement vertueuses et dont l'activité ne comporte aucun doute quant à la conscience écologique ? 30 millions d'euros pour créer 50 emplois à l'ouverture de l'usine, cela revient à 600 000 euros investis pour 1 emploi créé : quelle aberration ! 273 000 euros par emploi à terme si les 110 emplois sont effectivement créés. Quel investisseur privé oserait investir pour un tel coût ? Par ailleurs, quelles garanties ont été présentées par Ugitech pour le bon investissement de ces fonds ? La commune de La Léchère a d'ailleurs subi un précédent avec l'usine Graftech fermée en 2015, au sein de laquelle 100 000 euros de machines avaient été subventionnées par le Département de la Savoie avant le recentrage de l'activité de la multinationale vers l'Italie, recentrage incluant les machines subventionnées par la France. La maison-mère d'Ugi'Ring et Ugitech, le groupe Swiss Steel, n'apporte d'ailleurs aucun éléments de réassurance puisqu'ils sont actuellement en train de fermer 4 sites sur le territoire français suite à un chiffre d'affaires en recul de 20% au premier semestre 2023 et un engagement dans un plan de restructuration. A-t-on la moindre garantie sur le maintien à long terme de l'activité du site de Château-Feuillet ? Sachant que nos élus et Ugitech nous vendent l'argument de la souveraineté nationale depuis plusieurs semaines, qu'en est-il de cette souveraineté lorsque des entreprises subventionnées par l'Etat français servent au final à enrichir une entreprise étrangère ?

L'ensemble de mes remarques et questions s'inscrivent bien entendu dans un cadre plus large dans lequel chacun apporte sa pierre à l'édifice avec plus ou moins d'honnêteté et d'intégrité.

Pour terminer, je tenais à attirer votre attention sur le droit des générations futures instauré par le Conseil Constitutionnel à l'automne dernier, décision selon laquelle l'intérêt des générations futures doit être considéré dans l'impact environnemental des projets autorisés. Il serait peut-être de bon ton de le rappeler aux parties prenantes du projet, en particulier aux décisionnaires.

Je vous remercie, Madame la Commissaire Enquêtrice, de l'intérêt que vous aurez porté à mon courrier et vous prie de bien vouloir agréer mes sincères salutations.

